



Editeur: Parti Révolutionnaire Communistes

Pour nous écrire : COMMUNISTES: 27 Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS

Edito

Développer les luttes.

Entre exploités et exploités : pas d'aménagement possible.

Le pouvoir d'achat est la préoccupation primordiale des Français.

La dégradation des conditions de vie s'aggrave . 78% des Français déclarent devoir « se serrer la ceinture »: hausse des prix alimentaires, plus 19,9% en 2 ans, hausse des prix des carburants, du tarif de l'électricité (+15% en février, +10% en août), les salaires ne permettent pas de payer les factures et d'acheter à manger, se soigner coûtera encore plus cher . fournitures scolaires et de la rentrée étudiante ont des coûts records ainsi que les taxes foncières en hausse de 7,1 % voire plus selon les communes.

Les salaires, pensions, bourses d'études ne suivent pas.

La précarité et la misère deviennent concrètes pour des secteurs de plus en plus larges du monde du travail et de la population.

Les annonces de chiffres sur l'état de la pauvreté en France s'enchaînent: près d'une personne sur cinq vit à découvert, une personne sur deux a des difficultés à se soigner, payer ses factures d'énergie ou à acheter des produits frais, une personne sur trois se prive d'au moins un repas par jour. Le projet de loi de finances 2024 prévoit une baisse de 5 % , 16 milliards d'euros d'économie.

Le patronat a la feuille de route au gouvernement.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, donne des garanties sur l'absence de hausses d'impôts pour les entreprises, il rassure le monde des affaires sur la stabilité de la politique économique et fiscale du gouvernement et les aides qui continueront se déverser sur les entreprises pour la « rénovation énergétique ».

Patrons et gouvernement attaquent ensemble toutes les conquêtes sociales des travailleurs, taille dans les dépenses publiques sociales, RSA, Sécurité Sociale, indemnité chômage, répression...

Une politique de centaines de milliards de cadeaux aux capitalistes.

Macron, son gouvernement sont au service du capital. Les bénéficiaires des entreprises du CAC 40 s'envolent. La grève des raffineurs il y a un an, les soulèvements dans les quartiers populaires en passant par la bataille des retraites montrent l'immense force sociale des travailleurs et des classes populaires. Il y a des luttes, il faut qu'elles se développent partout pour qu'un mouvement puissant se crée, pour faire reculer gouvernement et patronat.

Un plan de bataille

Mettre un coup d'arrêt à cette offensive brutale contre nos conditions de vie et d'existence, être à l'offensive face au gouvernement et au patronat. Revendiquer une hausse immédiate des salaires, pensions et bourses et leur indexation sur l'inflation, revendiquer la retraite à 60 ans, 55 ans pour métiers pénibles... Il faut rompre avec toute forme de « dialogue social » et unifier l'ensemble des salariés rejetant cette politique

Rien à attendre des autres partis politiques.

Aucun d'eux ne s'attaque au système d'exploitation capitaliste. Renaissance, LR, le RN, Reconquête sont au service du capitalisme. Le PS, EELV, LFI, le PCF ne veulent pas toucher au système capitaliste. Aucun n'identifie le capitalisme comme étant la cause unique des difficultés, construire une autre société débarrassée du capitalisme. La France a des moyens: richesses produites, capacités économiques, financières, techniques, culturelles. La lutte politique contre le capital, dans le renforcement des idées révolutionnaires est indispensable

Venez mener ce combat avec nous

La lutte politique contre le capital, jusqu'à l'abattre pour imposer un changement fondamental de société dans notre pays est incontournable

Pétition: Électricité: Les travailleurs ne paieront pas les profits des entreprises capitalistes

Tout augmente sauf les salaires et les pensions et les prix de l'énergie deviennent insupportables. Après une hausse des tarifs de l'électricité de 25% en 2023, le gouvernement annonce une nouvelle augmentation de 10% en février 2024.

Depuis 2007 le prix de l'électricité a doublé, dans le même temps EDF et Engie ont versé 67 milliards d'euros de dividendes.

Chaque année 145.000 foyers sont privés d'électricité pour cause de factures impayées,

13 millions de personnes se trouvent en situation de précarité énergétique.

C'est un hold-up sur le travail et les richesses produites: les prix de l'électricité augmentent, le peuple paie, les profits augmentent.

Nous exigeons le blocage des prix de l'électricité et de l'énergie en général en prenant sur les profits capitalistes.

Nous exigeons la renationalisation totale de ce secteur dans un service public de l'énergie.

**SIGNATURE SUR NOTRE SITE : www.sitecommunistes.org
communistes@sitecommunistes.org pour recevoir nos informations**
Ecrivez nous : Le Parti Révolutionnaire Communistes –
27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Nom: Prénom:
adresse:

signature

Les prix s'envolent, les salaires piétinent

« Comment boucler les fins de mois » depuis plusieurs mois c'est la question lancinante que se pose de plus en plus de familles. Et rien ne va s'arranger au contraire le budget 2024 est truffé de mesures qui aggravent l'austérité.

Depuis 2 ans, B. Le Maire annonce « une baisse de l'inflation » : elle reste élevée, Macron répètent que les salaires ont augmenté de 4,5% en 2023, ce qu'ils se gardent bien de dire c'est que ce pourcentage intègre les augmentations des PDG des grandes entreprises capitalistes. Pouyanné (PDG de TotalEnergies) + 10% en 2023, ses revenus 10 millions €, ceux de Carlos Tavares (Stellantis) plus de 66 millions d'euros, de Bernard Charles, (Dassault Systèmes), 44 millions d'euros de ce côté-là pas de problème de fin de mois

Multiplications des luttes dans les entreprises

Difficultés pour se nourrir, pour se loger, pour se chauffer, pour se soigner, salaires qui ne permettent pas de vivre dignement, les travailleurs ne l'acceptent pas.

La colère flambe, les grèves dans les entreprises se multiplient.⁽¹⁾ * Pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, contre les licenciements, contre les fermetures d'entreprises : ATS

(conseil en transformation numérique) 1ère grève au niveau national. **Kéolis** (Bus de Montesson) 4ème semaine de grève. **Valdunes** (essieux pour le ferroviaire) en lutte pour la sauvegarde de l'entreprise depuis septembre. **Air liquide-Santé** grève nationale contre le plan de licenciement de 47% des postes. **LIDL** (Nantes) deux journées de grève en septembre. **Nestlé** : 80% des 721 salariés débraient chaque jour depuis début septembre. **AESH** (Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap), pour des augmentations de salaires, l'obtention d'un statut, les conditions de travail.

* Contre la casse des services publics : 26 septembre, **grève à la SNCF**, contre la liquidation de Fret SNCF. Depuis plusieurs mois multiplication de luttes des **personnels hospitaliers**, Nice, Bagnères de Bigorre, Nantes, Langres, Carhaix, etc..., contre la casse de l'hôpital public, pour des effectifs supplémentaires, des augmentations de salaires, l'arrêt des fermetures de lits et des services, pour des urgences ouvertes 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Les salariés des entreprises privées comme ceux de la fonction publique luttent pour les mêmes revendications, leurs luttes ne doivent pas restées isolées, il est urgent de les coordonner et de mettre en place un véritable plan de bataille pour les salaires et l'emploi.

Le **13 octobre** l'intersyndicale appelle à une journée de grèves et de manifestations contre l'austérité, pour les salaires, l'égalité femmes hommes à l'échelle de UE.

Il est un point d'appui pour la construction d'un rapport de force, mais cela ne peut être qu'un début. Il faut une offensive forte et unie pour faire reculer Macron et le MEDEF. L'expérience des luttes contre la réforme des retraites montre que sans une action unie et vigoureuse plaçant la grève comme moyen central du rapport de force, le pouvoir et les patrons des grandes entreprises capitalistes peuvent manœuvrer pour mettre en échec le mouvement populaire.

Le capitalisme ne recule que sous la pression des luttes

Ce n'est pas par le dialogue social qu'on les arrêtera. Le dialogue social s'est toujours soldé par une régression sociale. Les capitalistes ne partagent rien leur seul objectif est d'accroître leurs profits, ils ne lâchent sur les revendications des salariés que lorsqu'ils y sont contraints par des luttes puissantes comme en 36, 45 et 68. Seules les luttes sociales, économiques et politiques inverseront le rapport des forces en faveur des travailleurs jusqu'à changer radicalement de politique pour construire une société débarrassée de l'exploitation capitaliste

⁽¹⁾ Pour avoir un relevé et une analyse des grèves cf. le *Résumé économique et social hebdomadaire du site du Parti Révolutionnaire Communistes.*

Les finances sont le nerf de la guerre

Vous connaissez notre orientation anti-capitaliste et anti-impérialiste. Cette orientation est le fondement de notre action au quotidien: nous agissons pour convaincre les travailleurs et notre peuple que **la seule solution aux problèmes sociaux, économiques, politiques quotidiens est d'exproprier les capitalistes et de leur prendre le pouvoir politique.**

Ainsi à propos de la question des salaires qui constitue aujourd'hui une question centrale, on nous parle de partage des richesses mais nous voyons bien que c'est un mythe : les capitalistes ne partagent jamais car leur logique est celle des profits maximum. Aussi, lutter chaque jour pour l'augmentation des salaires est une lutte essentielle car elle permet aux salariés de

vivre et elle réduit les profits des capitalistes. Mais dès que le rapport des forces faiblit, ceux-ci reprennent ce qu'ils ont été obligé de céder.

Ainsi à propos de la paix : toutes les guerres se font sur le dos des prolétaires et enrichissent les capitalistes. La guerre en UKRAINE ne fait qu'enrichir les actionnaires des industries de l'armement, de l'énergie, de l'agro-alimentaire... Ainsi de la guerre au Yémen, en Palestine... dont personne ne parle.

Notre lutte c'est d'expliquer encore et toujours ce système et d'organiser salariés, retraités, chômeurs, précaires dans le sens de la création d'une société socialiste qui travaille à la suppression

de l'exploitation de l'homme et de la nature par l'homme.

Nous pouvons vous envoyer notre 4 pages, mais aussi notre fiche socio-économique et notre bulletin hebdomadaire si vous nous transmettez votre adresse mail, à charge pour vous de les diffuser.

Pour mener à bien ce travail militant nous faisons appel à la contribution financière de chacun : vous êtes notre seule source de financement face à ceux pour qui les milliards, injectés dans la lutte idéologique, coulent à flot. Pour cette action militante, votre souscription, à la hauteur de vos moyens, a une grande importance car elle signifie votre soutien à la lutte des classes.

Soutien au journal Communistes

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél perso : _____ Signature _____

E-mail : _____

Je verse la somme* de:

.....€

Chèques* libellés à :

Mandataire financier de Communistes

Vos dons pourront être déclarés aux impôts

pour obtenir un dégrèvement.

66 % du montant des sommes versées.

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes

27 Boulevard Saint-Martin- 75003 PARIS



Salut camarade Tonio !

Notre camarade Antonio Sanchez a été victime d'un A.V.C. Cette nouvelle nous a affectés profondément.. Né à Sochaux, dans le pays de Montbéliard très industriel et industrieux, ce pays aux fortes luttes ouvrières a forgé le souffle révolutionnaire qui était en toi.

Secrétaire National de notre parti de décembre 2012 à février 2021.

Ouvrier métallurgiste dans l'automobile dans le Doubs, responsable syndical de la CGT.

Candidat à l'élection Présidentielle en 2017 pour le Parti Révolutionnaire Communistes.

Nous perdons un camarade, un ami, un militant révolutionnaire.

Nous partageons la peine de sa famille, de ses camarades à qui nous adressons l'expression de notre profonde sympathie et nos plus chères condoléances .

Nous te saluons Tonio, notre frère. Nous continuons ton combat. Lire notre hommage sur notre site .

Il faut en finir avec l'apartheid sioniste !

L'action militaire de la Résistance Palestinienne est présentée par nos media et la plupart de nos politiciens, comme d'habitude, non pas comme un droit légitime à la lutte contre l'oppression, mais comme une action "terroriste". Les condamnations fusent et le déferlement de commentaires présente comme d'habitude les Palestiniens comme les agresseurs et l'armée israélienne comme ripostant. Et personne ne se pose la question essentielle : « Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? » Et « Qui est responsable ? » Les réponses à ces questions balayées par la France impérialiste ne sont pas si évidentes pour le quotidien israélien Haaretz qui a publié un article samedi 7 octobre commençant par ces mots : « *Le désastre qui a frappé Israël lors de la fête de Simchat Torah est clairement la responsabilité d'une seule personne : Benjamin Netanyahu.* » et qui accuse la politique d'annexion et de dépossession menée par le pouvoir : « *Le Premier ministre, qui s'enorgueillit de sa vaste expérience politique et de sa sagesse irremplaçable en matière de sécurité, n'a absolument pas identifié les dangers vers lesquels il conduisait consciemment Israël en établissant un gouvernement d'annexion et de dépossession, en nommant Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir à des postes clés, tout en adoptant une politique étrange qui ignorait ouvertement l'existence et les droits des Palestiniens.* »

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la question n'est pas de donner un avis sur la stratégie adoptée par ces Résistants Palestiniens, mais de rappeler que nous sommes en face d'un État qui massacre systématiquement un peuple dans le silence assourdissant des mêmes gouvernements, journalistes ou politiciens qui s'émeuvent de cette stratégie.

Israël est la puissance colonisatrice,

qui impose un blocus inhumain à Gaza où vivent 2,3 millions de Palestiniens, depuis 2007, et entreprend de faire la même chose autour de Jénine et Hébron, qui poursuit à marche forcée une colonisation de peuplement au profit de colons israéliens sur toute la Palestine historique. Israël a adopté depuis des années un régime d'apartheid et utilise l'emprisonnement massif comme un moyen de gestion de son occupation.

Les agressions et exactions de l'armée israélienne et des colons contre les habitants de Cisjordanie sont quotidiennes, elles ont causé la mort de 237 personnes dont 50 mineurs dans la population palestinienne depuis le début de l'année. L'État colonialiste détient aujourd'hui plus de 1.000 personnes sans jugement ni accès au dossier.

Au bal des hypocrites, on condamne fermement la réaction de la Résistance Palestinienne sans évoquer la situation politique, ni le rôle particulièrement important de l'actuel gouvernement, qui comporte des fascistes en son sein. La feuille de route de Netanyahu et de ses complices, c'est l'occupation de tout ce qui constitue le mythique "Grand Israël", en créant quelques ghettos palestiniens cernés par les colonies, comme à Hébron ou Jénine, comme cela se fait déjà à Gaza : les bantoustans de l'État de l'Apartheid. Cela passe par le refus de tout droit des Palestiniens et un permis, voire une invite, à en tuer le plus possible. Plusieurs ministres fascistes nient même l'existence d'un peuple palestinien. Face à cette situation, que reste-t-il comme moyen de lutte à celles et ceux des Palestiniens, qui, contrairement aux caciques de l'Autorité Palestinienne, ne veulent pas subir ?

Le ministre de la Défense israélien Yoav Gallant a déclaré aujourd'hui avoir ordonné le « *siège complet de la bande de Gaza* ». « *Pas d'électricité, pas de nourritu-*

re, pas de gaz, tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence. », a-t-il ajouté.

Alors que toutes les bonnes âmes du monde de la "démocratie" souhaitent mettre la question palestinienne sous le tapis, les événements récents rappellent à toutes et tous, et en particulier à la population israélienne, qu'il n'y aura pas de paix possible sans que soit reconnu à toutes et tous l'égalité des droits, sans que des sanctions ne soient prises contre Israël pour qu'il mette fin à ce régime d'apartheid.

Netanyahu a évidemment lancé une riposte terrible. Les bombardements sur Gaza et ses environs ont tué plus de 1000 Palestiniens et blessé 5.000. L'État d'Israël doit mettre fin immédiatement à ces bombardements meurtriers. **Le peuple palestinien a aussi droit à la sécurité.**

Le commissaire européen, Oliver Varheli, annonce que l'Union européenne a « *immédiatement suspendu* » tous les paiements de son aide au développement en faveur des Palestiniens, y compris pour 2023. Il affirme : « *L'ampleur de la terreur et de la brutalité contre Israël et son peuple constitue un tournant. Il ne peut y avoir de statu quo.* ». Deux poids deux mesures quand il reste silencieux sur les exactions d'Israël.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, apporte tout son soutien à la juste lutte des Palestiniens. Ce qui permettra la paix, c'est la fin de l'apartheid, la reconnaissance des droits du peuple palestinien, c'est à dire un État Palestinien et le droit au retour pour tous les réfugiés. C'est ce que nous exigeons.

Communistes

commission paritaire : N° 0325 P 11306
directrice de publication : Christine PICAVEZ
3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois
E'mail: communistes@sitecommunistes.org
- imprimé par nos soins-

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme

Ce débat est important dans la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. C'est sur cette base que nous mettons en œuvre la solidarité internationaliste dans le mouvement communiste. Nous avons décidé au 9^{ème} congrès d'exprimer notre point de vue par des initiatives régionales Quelques dates : Loire atlantique le 5 février, Paris le 27 février

L'initiative nationale se tiendra le samedi 23 mars 2024 à Paris au Maltais rouge.

Un Comité National de rentrée pour les luttes et le renforcement du

Le Comité National du 16 septembre du Parti Révolutionnaire COMMUNISTES a été consacré principalement à trois sujets : La situation économique, sociale et politique à cette rentrée, la situation internationale et à la mise en œuvre des décisions du 9^{ème} congrès.

S'agissant de l'analyse de la **situation économique, sociale et politique**, le rapport, comme la discussion, **ont montré la violence de l'attaque**, après celle de la réforme des retraites, menée par le patronat et le gouvernement contre les salariés : " *Le pouvoir et le patronat qui n'avaient qu'une hâte, celle d'en finir avec les luttes sociales et tout particulièrement la longue séquence de la lutte contre la réforme des retraites sont satisfaits, ils vont pouvoir continuer et amplifier les attaques systématiques et programmées contre toutes les avancées sociales que les travailleurs ont imposées au capital durant des décennies et que méthodiquement tous les gouvernements détricotent* " .

C'est bien dans cette voie que poursuit inlassablement le pouvoir :

réforme de l'assurance chômage, du RSA, liquidation des services publics, y compris l'école aujourd'hui... dans le même temps, l'inflation due à la guerre en Ukraine et à l'explosion des profits, fait chuter la valeur réelle des salaires et des pensions tandis que la fiscalité augmente avec pour résultats de plonger dans la misère des millions de familles. La bataille pour l'augmentation des salaires, des pensions, des bourses étudiantes est au cœur de nos actions. Le parti soutient les luttes des salariés et doit expliquer pourquoi nous sommes dans cette situation et quelle en est la cause profonde : celle du système d'exploitation capitaliste.

Le comité national a analysé que : "**Pour s'assurer de sa domination dans une période aussi aiguë de la lutte des classes, le patronat et le pouvoir usent de deux leviers complémentaires : le dialogue social et la répression.**" ainsi, plus que jamais à cette rentrée ce qui est à l'ordre du jour c'est la lutte des classes sociales et politique son organisation et son développement.

Au plan international, le Comité National a approfondi son analyse de l'impérialisme aujourd'hui

Pour nous, l'impérialisme c'est la

forme prise par le capitalisme mondialisé. Ces questions ne peuvent pas être détachées de la réalité nationale pour au moins deux raisons.

Les décisions des monopoles capitalistes le sont à l'échelle internationale et la division du travail entraîne la mise en mouvement des forces productives conjointement dans de nombreux pays. Les chaînes de production de la valeur sont complexes et largement internationalisées.

Les affrontements au sein de l'impérialisme ont pour objet la conquête des sources de matières premières, le contrôle des voies de communications et de la force de travail dans la recherche des marchés et des taux de profits et d'accumulation les plus élevés pour le capital.

Penser que l'on peut s'abstraire de ces réalités est une pure fiction et n'aide en rien à comprendre les enjeux des décisions prises par les multinationales dans leurs stratégies de mise en mouvement du capital.

Deux questions ont été approfondies lors de la discussion :

Celle de l'appréciation de **la nature de la guerre en Ukraine** qui conduit à des différences d'analyses profondes au sein du mouvement communiste dans le monde et en France. Pour simplifier sans caricaturer, disons qu'une partie des organisations en partie regroupée sous l'égide de la plate-forme anti impérialiste mondiale affirment que l'impérialisme ce sont les États-Unis et leurs alliés contre le reste du monde. Ils identifient ce qu'ils appellent un Sud Global qui de facto serait anti-impérialiste. Cette conception amène à juger qu'en Ukraine il faut soutenir la Fédération de Russie qui est attaquée par l'OTAN sous la domination des États-Unis et que la Chine est un pays socialiste. Cette analyse conduit à faire des BRICS une tentative de s'opposer à l'impérialisme US. Nous, et des dizaines de partis communistes, ne partageons pas cette analyse. Pour nous le concept de monde multipolaire ne renvoie pas à un monde où l'impérialisme États-Unis serait combattu par un bloc anti-impérialiste mais à un monde où des pays et des blocs capitalistes se concurrencent férocelement jusqu'à se faire la guerre comme c'est le cas en Ukraine. La discussion a conduit à renouveler notre volonté de resserrer les liens avec les

partis communistes et ouvriers qui partagent ce point de vue.

Celle de notre positionnement sur la **question de la Palestine**. Pour nous, la **question de la Palestine est de toute première importance et nous soutenons la lutte du peuple palestinien pour ses droits et en particulier le droit à un État et le droit au retour**. Compte-tenu de l'évolution de la situation qui voit de jour en jour se confirmer la volonté de l'État d'Israël de coloniser l'ensemble de la Palestine sous forme d'un régime d'apartheid, le Comité National a estimé : "que la solution à deux États était de facto enterrée. Cela pose à notre parti Révolutionnaire une question : continuons-nous à revendiquer quelque chose à quoi personne ne croit ou revenons-nous à la seule position juste : un État unique laïque ? On peut rétorquer que cette position est impossible à obtenir, mais ce n'est pas la bonne façon de raisonner, car l'autre position l'est désormais également. " Ce débat sera mené dans les cellules du parti et conduira à une prise de position lors d'un prochain Comité National.

Enfin, le rapport comme la discussion ont fait une part importante au travail politique et d'organisation du parti pour lui permettre de mener de manière conséquente la bataille politique ce qui implique un renforcement significatif du niveau de formation des adhérents et de nos cellules.

Pour adhérer Prendre contact

Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes
27, Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS
Courriel :
communistes@sitecommunistes.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :